

Législatives 2012

Parole aux candidat-e-s présenté-e-s
par le PCF pour représenter
le Front de Gauche

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 926

12 janvier 2012

prix : 0,70 €

TVA SOCIALE

LES TEMPS
SONT DURS!

RÉPARTISSONS-NOUS
LES CHARGES



NE LAISSONS
PAS FAIRE !!!

■ Voeux présidentiels

Un discours taillé
pour le médef

P 2

■ Assemblées citoyennes

Partout dans le département
se sont organisés
ces premiers débats citoyens

P 3

■ Nantes Saint-Nazaire

Pour un développement du
port après cinq années de
Sarkozysme

P 5

■ Lecture

Ondes électromagnétiques :
principe de précaution
ou de vigilance ?

P 6

■ Logement : L'Etat d'urgence !

Par Marie
Annick
Benâtre,
conseillère
municipale
de Nantes



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de
Loire-Atlantique, ce sont des
milliers d'abonnés ou de lec-
teurs occasionnels.

Abonnements, diffusion mili-
tante :

**Participez à la diffusion
des Nouvelles de Loire-
Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Parachutage

Le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, a décidé de se lancer dans la campagne des législatives. S'il est facile de trouver une circonscription lorsqu'on est un des plus proches collaborateurs du président, il est beaucoup moins aisé de se faire élire. **On lui souhaite donc le plus de mal possible dans cette entreprise !**

Parachutage bis



Il faut dire que le ministre de l'intérieur s'y connaît en parachutage ayant entre autre mission de parachuter les étrangers en dehors de nos frontières. Il a d'ailleurs revu une circulaire qui empêchait les étudiants étrangers de rester travailler en France après leurs études ! Reste désormais au plus talentueux d'entre eux de loisir de travailler dans notre beau pays pour le reste, c'est retours au bercail. Vraiment Mr Géant il est temps de penser à arrêter tout parachutage.

Tergiversations

Un jour blanc, l'autre noir, il n'est pas toujours facile de trouver de la cohérence dans la politique du gouvernement. Preuve en est les tergiversations autour de la reprise de SeaFrance sous forme de coopérative. **Après que Mariani ait accusé les syndicats de jusque boutiste voilà que le président (période électorale oblige) se dit prêt à tendre la main ! Effet d'annonce ?**

Droit des femmes

L'occident libérateur (de puits de pétrole) n'a pas permis une plus grande démocratisation de la Lybie puisque les femmes qui représentent plus de 50% de la population du pays ne seront que 10% (pas plus) dans la prochaine assemblée constituante. Si l'on ajoute à cela les tensions entre ex-rebelles et la charia comme boussole du nouveau pouvoir, l'opération guerrière de Bernard Henry Levy et de Nicolas Sarkozy est loin d'être un succès.

A demi nu

Après le passage télévisé de François Hollande sur France 2, l'entourage du candidat socialiste affirme que le projet qui sera défendu sera dévoilé progressivement : Le programme, "on le connaîtra pendant les prochains mois, de façon progressive" : comme un striptease en somme.

Le candidat socialiste cherche visiblement à se faire désirer mais au rythme où il va, gare à ne pas se faire oublier.

Point de vue

par Jérôme Turmeau

2012, c'est une année cruciale qui commence, une année où l'espoir doit renaître et la peur changer de camp. **Cette année 2012, la rédaction des Nouvelles de Loire-Atlantique vous la souhaite la meilleure possible pour vous et vos proches.**

Que cette nouvelle année soit celle qui nous permette de sortir de l'impasse capitaliste dans laquelle la droite et le médef nous enferme depuis trop longtemps. Cela ne se fera pas sans les combats et les mobilisations nécessaires, cela ne se fera pas sans vous, c'est à nous tous de nourrir l'espoir d'un changement possible.

L'année qui s'est écoulée a été celle d'attaques considérables à l'encontre des salariés, des fonctionnaires, des retraités, des chômeurs... **L'UMP surfe sur la crise pour détruire notre modèle social et étrangler plus encore les classes populaires et moyennes de ce pays.**

Mais l'année 2011 a aussi été celle d'une large contestation populaire face aux politiques de régression sociales mises en œuvre au quatre coins de l'Europe. C'est de cette contestation, de cette prise de

conscience que le système capitaliste marche sur la tête, qu'il n'a pas comme but la satisfaction des besoins humains, ni même le respect de la démocratie que des exigences se sont faites jour.

Ce sont ces exigences, celles d'un partage des richesses plus juste, d'une meilleure protection sociale, d'un augmentation des salaires, du respects des attentes populaires... que porte le Parti Communiste Français pour cette année

2012. C'est cela que nous mettons en débat avec nos partenaires du Front de Gauche, avec les citoyens, surtout dans le département. C'est aussi tout le bien que nous pouvons souhaiter pour 2012 !

Dans deux jour, nous aurons tous rendez-vous au Zénith de St-Herblain pour le meeting du Front de Gauche en présence de Patrick Le Hyaric, de Christian Piquet et de Jean-Luc Mélanchon, candidat du Front de Gauche pour les présidentielles, allons-y les plus nombreux possible et portons ces exigences !



« L'UMP surfe sur la crise pour détruire notre modèle social et étrangler plus encore les classes populaires »

Vœux du président : nouvelle étape des objectifs du MEDEF

Vous l'avez vu, l'allocution anxieuse du président sortant dans son costume de pompe funèbre ? Pas facile de passer pour un « protecteur » quand tous les jours le pays et sa population font l'expérience du contraire.

Chacun voit bien que **le bilan va être catastrophique**. Les promesses sur le pouvoir d'achat, le recul du chômage, et la croissance « avec les dents », ne sont pas au rendez-vous de la fin du quinquennat. **Tout ça c'est la faute à la crise !**

« Si tant de pays ont connu des difficultés insurmontables, la France a tenu. Elle a résisté... grâce à notre protection sociale » a même osé dire celui qui s'emploie à la liquider depuis cinq ans!

Nous sommes là **au cœur de la contradiction**, de la

difficulté de l'exercice : comment le représentant des puissances financières au service d'une minorité, peut-il faire croire qu'il sert l'intérêt général ? **La marge est de plus en plus ténue. L'expérience des luttes pour la défense des retraites à clarifié la prise de conscience.**

Le président peut bien annoncer « qu'il n'y aura pas de nouveau plan de rigueur », c'est à **une nouvelle étape de la mise en application des objectifs du MEDEF** qu'il entend mettre à profit les mois qui précèdent les élections. Au nom de la compétitivité, **un nouvel abaissement du coût du travail**, des salaires, des retraites et des niveaux de protection sociale sont envisagés. Le démantèlement de la France héritière du programme de la résistance et des luttes n'est pas à la hauteur du modèle allemand.

Les formes ne sont pas encore calées... TVA sociale ?, hausse de la CSG ? **Tout dépendra du rapport de force dans le**



pays. Le sommet du 18 est un premier rendez-vous. « *L'histoire des décennies à venir s'écrit maintenant... avant la fin du mois de janvier, nous prendrons des décisions importantes, car les enjeux sont cruciaux* ». Sarkozy s'est bien gardé d'évoquer le nouveau projet de traité européen concocté avec Angela Merkel qui imposera l'austérité dans toutes les constitutions des pays de l'euro. **Dans cette nouvelle étape d'une lutte de classes acharnée le temps est**

compté de part et d'autre. Les péripéties autour des luttes des salariés de SEA France ou de pétroplus, nous montrent que tous les coups tordus sont possibles. **Plus que jamais, il faut mettre en échec les divisions pour réaliser le plus large rassemblement pour frapper ensemble dans la même direction**. Cela va se jouer dans la mobilisation de chacun, au jour le jour, dans les débats et les mobilisations à venir.

De vous à moi...

Le début de chaque année est traditionnellement la période des vœux où chacun se souhaite les meilleures choses du monde et se projette dans un avenir qu'il souhaite forcément le meilleur possible. Si l'on devait décerner une palme des vœux, sans doute Serge Dassault aurait-il droit à sa récompense dans la catégorie nanars 2012 ! En effet, l'homme d'affaire, 96ème fortune mondiale et accessoirement propriétaire du Figaro s'est prêté à cet exercice des vœux dans l'édition du 2 janvier de SON journal.

En lisant la longue prose du chef d'entreprise il y a vraiment de quoi s'étrangler.

Comme l'homme ne manque pas d'air il commence satisfait par cette phrase : « nous vous donnons toutes les informations possibles, en évitant les commentaires qui relèvent de la pure démagogie, totalement irresponsables, promettant n'importe quoi pour recueillir des suffrages ».

Il continue en nous informant, ignorant que nous sommes, que la crise que nous traversons « ne résulte ni des banques, ni de la

spéculation... » mais de la mauvaise gestion financière du pays depuis 1981 !. Pour lui, les français sont des fainéants qui ne travaillent pas assez (il prône la suppression de l'horaire légal de travail), des privilégiés en CDI, tandis que la larme à l'œil il ose affirmer que les riches sont de moins en moins riches ! Et il prévient : « Faire payer les riches ne fait qu'appauvrir l'économie et, quand ils seront tous partis, ils ne paieront plus rien, et on sera revenu à une économie communiste ». Ayez peur braves gens !

**VITE LU
VITE DIT**

L'Huma café

A la veille d'une campagne électorale cruciale, si l'ÉCOLE est un enjeu social majeur pour 2012, c'est aussi un défi politique essentiel pour la gauche !

Avec « le nouveau management public », finalisé dans le Traité de Lisbonne, l'Etat ne se pense plus à partir de sa mission politique et éthique, mais à partir d'une logique de rationalisation et de gestion, qui entraînent une saignée sans précédent en postes, en moyens de recrutement et de formation des personnels et la promotion de multiples formes de marchandisation et de privatisation.

Dès lors, la contradiction que ressentent les classes populaires entre l'aspiration légitime à la réussite de leurs enfants et l'échec massif que ceux-ci subissent s'accroît, favorise le report des difficultés sur les collectivités locales, et suscite chez les enseignants incertitude professionnelle et découragement.

Il faut en faire le constat : l'école des cinquante dernières années a fait son temps, elle est humaine, socialement, économiquement insupportable.

Il est temps pour la gauche de vouloir arrêter la casse et de décider d'une nouvelle politique ambitieuse pour créer autre chose que ce qui existe encore.

De l'École unique à l'École commune. Propositions pour une refondation du système éducatif

Une rencontre-débat de l'Huma-Café® avec Tristan POUL-LAOUEC, Maître de Conférences en Sociologie à l'Université de Nantes

Vendredi 27 Janvier 2012 à 18h au Salon de Musique du LIEU UNIQUE

Campagnes 2012

■ Meeting de Jean-Luc Mélançon

Avant le meeting du 14 janvier prochain, Jean-Luc Mélançon, le candidat du Front de Gauche pour la présidentielle a adressé quelques mots aux lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique et livré son état d'esprit en cette rentrée politique.



« La campagne du Front de Gauche se renforce en cette nouvelle année avec un double vœu : résistez, prenez le pouvoir ! Le premier devoir d'un citoyen aujourd'hui c'est résister. Sans attendre l'élection, pour ne pas laisser confisquer les acquis des générations qui ont lutté pour nous les offrir. Ne laissez fermer aucune école, aucune gare, aucune maternité. Ne pas laisser

une seule usine être pillée. Pour cela il faut prendre le pouvoir. Tout de suite là où la catastrophe est imminente, comme ces travailleurs qui prennent le pouvoir dans l'entreprise en formant des coopératives ouvrières, selon la formule magnifique des syndicalistes d'ArcelorMittal : « Monsieur Mittal ne sait pas faire de la sidérurgie sans nous, nous, nous savons en faire sans lui ». Résister et prendre le pouvoir sont les deux faces du programme du Front de Gauche, pour que 2012 soit l'année du grand partage, de la Constituante et de la VIème République, de la planification écologique pour reconquérir notre avenir, de l'indépendance vis-à-vis des aventures guerrières de l'OTAN. »

Rendez-vous avec le candidat du Front de Gauche aux Présidentielles

Le 14 janvier à 18h au Zénith de Nantes

Il sera accompagné de **Patrick LE HYARIC**, directeur de l'Humanité et de **Christian PICQUET** de la GU.

Des ateliers, rencontres et moments festifs accueilleront les participants tout au long de l'après midi.

■ Assemblées citoyennes : la contagion

Les campagnes des présidentielles et des législatives sont désormais lancées, partout dans le département les communistes se sont emparés du programme populaire et partagé, de nouveaux contacts : syndicalistes, retraités, employés, ont rejoint l'appel du front des luttes et les premières assemblées citoyennes commencent à se tenir dans le département.

Depuis la fin de l'année et le début de celle-ci, ces assemblées citoyennes se sont tenues dans le vignoble, en Brière, dans la Presqu'île, le Pays de Retz. Chacune de ses assemblées ont rassemblées entre une dizaine et une vingtaine de personnes. Le constat d'abord, s'il est amer sur la situation économique et sociale : « c'est un changement de société qu'ils sont en train de nous faire; par exemple dans l'éducation nationale ou à l'hôpital où existe la course au rendement » ou encore : « Ce qui me révolte, ce sont les primes sur objectifs économiques contre la revalorisation des salaires dans beaucoup de champs professionnels, y compris les services publics ; cela existe depuis longtemps dans les entreprises mais cela s'aggrave ».

D'où la nécessité d'un changement profond pour 2012 avec beaucoup de questionnements autour de la lutte contre l'absten-

tion, de la confiance des classes populaires envers le politique.

Dans ces diverses assemblées, beaucoup de participants ont insisté sur le fait d'élargir encore la dynamique du Front de gauche afin de la rendre plus populaire et de faire grandir le rapport de force sur un contenu transformateur. Nombreux sont ceux qui ont insistés sur la nécessité de faire barrage à la droite et à l'extrême droite.

L'ancrage local de ces initiatives permet également de soulever des problématiques locales et d'attirer un certain nombre de sympathisants aux idées de gauche. la plupart de ces rendez-vous vont se poursuivre dans le temps autour des thématiques programmatiques du programme partagé.

Un certain nombre de rendez-vous, sont où vont être programmés à St-Nazaire, à châteaubriant, à Nantes..., avec ces initiatives, le démocratie prend corps !



■ La CGT alerte et mobilise

Par Marie-Claude Robin
Secrétaire de l'union départementale cgt de Loire-Atlantique

Au moment même où la CGT était reçue ce matin par Xavier BÉRTRAND, en vue de la préparation du sommet « social » du 18 janvier prochain, le Premier Ministre annonçait de son côté qu'un projet de loi sera examiné en février et le Parlement convoqué en session extraordinaire.

Or, sur la TVA « sociale », le Ministre du Travail affirme qu'aucun dispositif précis n'est déterminé. A quoi va réellement servir le sommet dit social ? Ne s'agit-il pas tout simplement d'un nouveau plan de communication du président ... ou sommet anti-social.

Pour la CGT, cette mesure est une arnaque, une mesure anti-sociale. L'augmentation de la TVA aura un effet négatif sur le pouvoir d'achat de toute la population. De plus, la TVA,

dont l'impact est plus fort pour les bas revenus que pour les hauts revenus, est particulièrement inégalitaire. Cela va aussi réduire la croissance et amplifier la crise.

L'instauration de cette TVA anti-sociale ne vise qu'à répondre à une préconisation patronale de transférer 80% de cotisations sociales sur le consommateur.

Pour la CGT, il y a d'autres solutions pour sortir de la crise, entre autre :

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux ;

- Réformer la fiscalité en profondeur ;
- Contrôler les aides publiques aux entreprises ;
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales



sur les heures supplémentaires.

Pour la CGT, la mobilisation doit peser maintenant pour un avenir de justice sociale.

Refusons de payer cette crise, refusons de hurler avec les hyènes. Revendiquons des conditions de travail et des salaires décentés (SMIC 1700 euros brut), une retraite pleine à 60 ans, des services publics de qualité, des droits sociaux répondant aux besoins, des emplois pour tous. La CGT appelle les salariés à 24h de grève le 18 janvier, jour du sommet social.

Et à tous, salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi à participer à la manifestation à Saint-Nazaire, bassin d'emploi où les salariés sont confrontés de plein fouet au capitalisme sauvage

14h, Place de l'Amérique latine à Saint-Nazaire

Le dossier.

2012 / Présidentielles et Législatives

En janvier, la campagne entrera dans une nouvelle étape !

■ paroles aux candidat-e-s présenté-e-s par le PCF pour représenter le Front Gauche en Loire-Atlantique

1ère circonscription

Pour une gauche fidèle à ses valeurs !



François De Rugy, le député vert sortant de la 1ère circonscription a choisi d'entrer en campagne en faisant voter à la hussarde, un amendement cosigné par un député de droite sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne. Au Nord de Nantes comme ailleurs, une victoire de la gauche en

2012 doit se construire dans la clarté. Il y a besoin d'une campagne sincère, mettant en débat les grandes orientations que la gauche doit prendre si elle revient au pouvoir. Avec nos amis du Front de Gauche, avec les camarades de la section de Nantes, avec Nathalie qui a accepté de participer à cette aventure politique, nous voulons nous adresser très largement à ceux qui se reconnaissent à gauche et plus largement à celles et ceux pour qui le changement est une urgence après 10 ans de pouvoir de droite. Porte à porte, proximité, rassemblement et franc parlé: Pour battre la droite, il y a besoin d'une gauche courageuse, fidèle à ses valeurs et déterminée à reprendre la main face aux marchés financiers. C'est un beau défi et nous pouvons le relever en créant la surprise à gauche en 2012.

Aymeric SEASSAU

3ème circonscription Action et démocratie

Ces deux mots d'ordre vont être le fil rouge de mon engagement dans cette campagne des Présidentielles et législatives. Avec Robin, et tous les communistes de la circonscription ainsi que tous les hommes et femmes du Front de gauche, nous nous efforcerons, par le débat politique, de montrer que d'autres choix sont possibles. Notre engagement sera dans les luttes et le débat. Par une campagne de proximité, nous démontrons que le seul vote utile pour changer la vie est celui pour les candidats du Front de gauche. Que ce soit à Bellevue ou aux Dervallières, en direction des entreprises, nous mettrons à la disposition de tous les citoyens rencontrés le programme « L'humain d'abord ». Des points de rencontre, des espaces de débat comme les assemblées citoyennes sur le logement ou l'emploi seront autant d'occasions pour donner le sens de notre engagement dans cette campagne et pour après : celui d'en finir avec le système capitaliste.



Marie Annick BENATRE

4ème circonscription « Être le point d'appui pour ceux qui luttent au quotidien »

La 4^e circonscription regroupe les cantons de Nantes X, Rezé et Bouaye, avec plus de 100 000 habitants. Situés au Sud Loire, nos territoires voient leur destin proche lié à de grands dossiers nationaux. Quid de l'industrie et des ambitions de développement ? Quid du devenir des terrains libérés lors du transfert de



l'aéroport en 2017 ? Quid de l'implantation des services publics, avec une RGPP qui sévit ici comme ailleurs... ? Mais aussi, quelle politique du logement ? Sur ce territoire qui abrite la Maison Radieuse du Corbusier, ne doit-on pas ici encore plus qu'ailleurs inventer la façon de vivre ensemble en harmonie ? Reprendre la main sur tous ces sujets, c'est que nous allons proposer dans cette campagne. Un député de gauche doit avant tout être point d'appui pour ceux qui luttent au quotidien pour le progrès et la justice sociale. Cela passe par rendre la population décideur de la façon dont on va traiter ce qui détermine sa vie et son futur.

Mireille PERNOT

7ème circonscription Prioriser l'écoute et la proximité

Avec notre programme « L'humain d'abord », notre ambition est de battre Sarkozy et de construire un autre projet de société. Pour gagner, nous devons rassembler l'électorat de gauche mais également ceux qui, déçus ou désabusés, se réfugient dans l'abstention ou le vote sanction. Candidate du Front de Gauche sur la 7ème circonscription, je veux contribuer à ce rassemblement et, pour cela, faire de la politique autrement en priorisant l'écoute et la proximité. Pour beaucoup, les gens doivent subir et se taire, pour moi au contraire, ils doivent s'approprier le débat. Ce que nous avons fait lors d'une 1ère assemblée citoyenne avec des échanges fructueux autour du programme et sa mise en œuvre. Un comité de campagne s'est mis en place et d'autres assemblées sont d'ores et déjà programmées. Lors de celles-ci, nous aborderons les thèmes qui doivent être au cœur des préoccupations : l'emploi, le renforcement des services publics et l'éducation.



Véronique MAHE

8ème circonscription Une campagne d'explications !

La sortie de crise nécessite de rompre avec les logiques libérales ! Nous voulons faire les démonstrations que les politiques d'austérité ne peuvent qu'aggraver la situation de crise. Partager les richesses pour redonner aux salariés les 10% des richesses produites qui sont passées en 25 ans des salaires à la rémunération des actionnaires, des grandes fortunes et à la spéculation. 10% du PIB de 1 950 milliards d'euros en 2010, c'est 195 milliards de pouvoir d'achat utile à la consommation, à l'emploi, au financement des politiques sociales. Porteurs du programme « L'Humain d'abord ! » nous allons mener collectivement une campagne d'explications sur la crédibilité de nos propositions alternatives. Nous mènerons une campagne d'explications sur le contenu du traité européen Merkel-Sarkozy incompatible avec une sortie de crise et la mise en œuvre d'une alternative indispensable en France et en Europe.



Yvon RENÉNOT

9ème circonscription Répondre aux questions pratiques !

Pour la population touchée par la crise sociale, les échéances de 2012 se révèlent cruciales à plus d'un titre. Soutenir les combats des salariés, des privés d'emplois et des jeunes. Rassembler les sympathisants lors des assemblées

citoyennes. Défendre les propositions du Programme Populaire Partagé dans les foyers et en occupant l'espace public. Par delà les résultats des scrutins, cela concourt à la construction du rapport de force dans la durée. Dans une circonscription dominée par la droite, nous voulons répondre aux questions pratiques : Comment garantir à tous l'emploi, la sécurité sociale, un logement et des conditions de vie décentes ? Peut-on concilier développement



économique et écologie ? Comment garantir les revenus des agriculteurs ? Nous comptons rassembler autour des solutions de rupture que portent le Parti Communiste Français et les forces du Front de Gauche afin de porter l'exigence : l'humain d'abord.

Gauthier LORTHIOIS

10ème circonscription Populariser la démarche !

L'objectif des campagnes de 2012 dans la 10ème circonscription est de populariser la démarche du Front de gauche et son programme populaire partagé. Il est impératif de rassembler nos concitoyens sur un réel projet de gauche, alternatif aux politiques menées par la droite depuis 2002. Les choix idéologiques de l'UMP ont conduit à la situation politique et économique désastreuse que connaît notre pays et l'Europe, une situation qui fragilise la vie quotidienne de ses peuples tandis que les prédateurs de la finance se gavent. Nous pouvons dépasser le capitalisme, c'est le sens de notre engagement politique ! La mobilisation des communistes est en cela indispensable. La construction de comités locaux du Front de gauche sur tout le territoire du vignoble est un des moyens pour parvenir au rayonnement de nos campagnes, à élargir le Front de gauche et mettre en mouvement nos concitoyen(ne)s qui souhaitent le changement, un changement de gauche.

Pedro MAÏA

Les candidat-e-s présenté-e-s par les organisations du Front de Gauche

- 1ère circonscription :**
-Aymeric SEASSAU, 34 ans, secrétaire départemental du PCF, conseiller régional
-Nathalie Blin, 48 ans, syndicaliste ouvrière
- 2ème circonscription :**
-Réservé - PG
-Laurette Chesnais, 51 ans, agent de développement associatif - GU
- 3ème circonscription :**
-Marie Annick Benatre, 57 ans, chargée de mission, conseillère municipale de Nantes - PCF
-Robin Salecroix, 21 ans, adjoint administratif - PCF
- 4ème circonscription :**
-Mireille Pernot, 53 ans, fonctionnaire territoriale - PCF
-Bernard Couret, 54 ans, salarié du privé - GU
- 5ème circonscription :**
-Réservé - PG
-Réservé - PG
- 6ème circonscription :**
-Réservé - PG
-Jean-Luc Plumelet, 59 ans, retraité - PCF
- 7ème circonscription :**
-Véronique Mahé, 50 ans, secrétaire médicale, conseillère régionale, conseillère municipale de St-Joachim - PCF
-Réservé - PG
- 8ème circonscription :**
-Yvon Renénot, 40 ans, enseignant - PCF
-Sabine Mahé, 42 ans, Maire de Trignac - PCF
- 9ème circonscription :**
-Gauthier Lorthiois, 24 ans, adjoint administratif - PCF
-Chloé Paint, 23 ans, serveuse
- 10ème circonscription :**
-Pedro Maia, 33 ans, employé - PCF
-Patrick Dubreil, 46 ans, médecin généraliste - GU

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Jurés populaires ou populistes ?

La mise en place des jurés populaires ou « citoyens assesseurs » dans les tribunaux correctionnels est largement critiquée parmi les magistrats. Cette mesure est prise alors qu'aux assises, on baisse le nombre de jurés. Ils passent de 9 à 6 en première instance et de 12 à 9 en appel, ce pour des raisons purement budgétaires. Cette réforme s'explique par la défiance du Président de la République à l'encontre des magistrats, « pas assez sévères ». Cette idée d'un bon peuple contre des magistrats laxistes, est stupide et démocratiquement insupportable, car elle affaiblit l'idée même de justice. Il sera demandé à des citoyens assesseurs, après une journée d'initiation, de se prononcer...

Altadis = + 2,4 %

Hausse des salaires de 2,4%, c'est ce qu'on gagné les salariés après 5 jours d'action dans de nombreux sites français d'Altadis, dont trois totalement bloqués. La direction proposait 2,2 %, pour une inflation de 2,3. Aucune organisation syndicale n'avait signé cette proposition, d'autant que, comme le rappelait la CGT, « les dividendes versés aux actionnaires ne cessent de croître »

Roms : Stop Apartheid !

Dans une lettre ouverte commune au gouvernement, Romeurope et la CGT exige la levée immédiate des restrictions appliquées à l'emploi des ressortissants roumains et bulgares, notamment les roms. Il est démontré aujourd'hui que la taxe spécifique qui leur est appliquée ne freine pas les migrations, par contre, elle nourrit le travail non déclaré. Pourtant, la France s'entête, et envisage de prolonger ces dispositions discriminatoires pour une nouvelle période de deux ans, alors que la Commission et le Parlement européens préconisent la levée de ces mesures comme l'a également recommandé la HALDE dans sa délibération du 26 Octobre 2009.

Gilets pare-balles contre logement

Débat surréaliste le 2 décembre dernier, à l'Assemblée : Valérie Pécresse, ministre du Budget, constatant que le fonds d'aide au relogement d'urgence comptait encore, fin 2011, 5 millions d'euros non dépensés, a proposé d'y prélever 2 millions pour « l'acquisition de gilets pare-balles destinés à équiper les polices municipales » !! Heureusement, des députés de la majorité et de l'opposition sont intervenus vigoureusement pour barrer la route à cette idée franchement inacceptable et la ministre a renoncé. Dans cette affaire, le premier scandale, c'est que le fonds d'Etat dédié au relogement d'urgence soit sous-utilisé, quand la France compte 150 000 sans domicile fixe, que le nombre d'expulsions a augmenté de 10 % cette année, que plus de 27 000 demandeurs DALO reconnus prioritaires n'ont toujours pas reçu de proposition adaptée !

Manif contre hold up

Le 23 décembre, les locataires manifestaient à Nantes contre le prélèvement de 5 676 318 euros sur les loyers HLM opéré par l'Etat sur Nantes Habitat et Harmonie Habitat. Cette taxation pénalise 28 900 locataires des 2 organismes hlm fortement implantés dans l'agglomération Nantaise, et qui sont très sensibles à la situation sociale des familles. La somme induite «siphonnée» représente la construction de 180 logements neufs et la réhabilitation de 275 autres, pour le seul Office Nantes Habitat !

Besoin d'une bonne gauche



Yves TUAL, secrétaire du Syndicat CGT du Port de Nantes Saint Nazaire, évoque pour NLA la situation du Port, et ses souhaits pour 2012.

Les travailleurs du Port sont meurtris par 5 ans de Sarkozisme, avec dans cette période, la mise en place de la réforme portuaire, même si l'action a imposé un volet social de haut niveau, et la reconnaissance de la pénibilité. Cette réforme **devait** permettre selon le gouvernement la relance des ports, la création de 30 000 emplois... Le bilan à ce jour est tout autre. Au contraire, le transfert de charges fixes aux entreprises privées en met certaines en difficulté, et les situations monopolistiques créées sur certains ports engendrent des surcoûts de 300 % poussant certains usagers à se tourner vers d'autres ports. L'Etat Français n'investit pas pour développer l'activité comme cela se fait pour certains ports européens.

Nantes-Saint Nazaire a besoin pour se développer de l'amélioration des dessertes routières, ferroviaires et fluviales, comme la virgule ferroviaire de Savenay pour la liaison avec la Bretagne ou l'utilisation de la Loire pour faire remonter des barges jusqu'à Angers. Le transport fluvial se pratiquait pour le pétrole il y a 10 ans, il fut abandonné suite au dumping des camionneurs. La «Loire à Vélo», c'est bien... Mais la Loire en bateau serait utile à un développement économique durable. Il faut aussi penser autouroutes de la mer et cabotage, avec des normes sociales de haut niveau.

Un vœu pour 2012 ? Plutôt un souhait ardent : se débarrasser de la droite ! Il faut que la gauche réunie gagne les élections et s'attaque réellement aux cadeaux faits aux riches. La classe ouvrière doit retrouver ses droits !

Conseil régional : se préoccuper du personnel

Le CTP du 16 décembre 2011 de la région de Pays de la Loire s'est ouvert sur une déclaration commune de tous les syndicats dont les extraits ci-dessous montrent l'ampleur du mécontentement et de l'attente. « Nous, élus représentants du personnel, demandons que le protocole d'accord sur le dialogue social soit respecté et appliqué, que nos remarques et propositions soient réellement écoutées et examinées, que les alertes concernant des situations individuelles ou collectives soient prises au sérieux et réglées de façon officielle, que la prise en compte du mal être ambiant soit enfin appréhendée par la collectivité. Nous dénonçons le non respect des règles du dialogue social au travers des convocations envoyées dans des délais trop

courts, des dates de réunions modifiées au dernier moment... Nous demandons que l'exemplarité affichée à l'extérieur par la Région soit appliquée au fonctionnement des services, aux relations sociales internes et au dialogue social. ... Nous dénonçons un mode de fonctionnement interne fondé sur **l'urgence permanente** qui génère un niveau de stress élevé et met en danger la santé des agents à

tous les niveaux hiérarchiques... Pour conclure, les organisations syndicales, loin de fermer la porte, souhaitent au contraire que le dialogue social et la négociation réels soient mis en œuvre au bénéfice des agents mais également du service public, laïc et républicain, dont ils sont les représentants à travers l'exécution des missions qui leurs sont confiées. » Leur préoccupation est partagée

par les **Communistes**, comme Véronique Mahé, alertant en session fin novembre sur un aspect du budget en préparation qui prévoit « une évolution de masse salariale contenue en deçà de 1%. Sachant que les agents perdent du pouvoir d'achat chaque année du fait de la non-augmentation du point d'indice, le cumul avec une rigueur régionale va se traduire par des difficultés accrues pour le personnel. »



Même travail = Même statut



Le 8 déc 2011 à St-Nazaire, ils étaient nombreux à la conférence de Raymond CHAUVEAU, coordinateur national Cgt de la lutte des travailleurs sans papiers. Avec cette initiative salubre, l'UL Cgt de St Nazaire et l'UCIJ donnaient suite à la journée de concerts et soutien du 30 avril à Saint Herblain. **Salubre**, vu les discours récurrents anti-immigrés, avec ou sans papiers, des Sarko-Guéant-Le Pen. La stigmatisation des travailleurs étrangers vise à diviser l'ensemble des salariés, et accélérer la mise en œuvre libérale de déréglementation et individualisation des situations. Ces travailleurs migrants sans titre de séjour et donc sans droits, contraints par leurs patrons à des conditions de travail et salaires bien en dessous de celles en vigueur « ici », sont en fait, **le prototype du travailleur rêvé** par nombre de patrons : un travailleur totalement subordonné aux injonctions patro-

nales. **L'Etat y aide** avec sa politique réactionnaire et répressive qui précipite nombre de travailleurs dans le travail non déclaré et condamne ceux qui le subissent à y rester. **Les salariés de STX** l'ont compris, et mènent la lutte au quotidien contre cette mise en concurrence de tous contre tous (CDI, CDD, Intérimaires, salariés de la sous-traitance, étrangers avec ou sans papiers...). C'est déjà par centaines que les salariés de la sous-traitance à l'appel de la Cgt ont débrayé pour dénoncer leurs conditions de travail et de salaire avec comme mot d'ordre : « un même site, un même statut ». Toutes ces luttes s'épaulent entre elles et en appellent d'autres, car il faut en finir avec cette surexploitation des uns pour mieux justifier la dégradation des conditions de travail et de salaires de tous ! C'est aussi sur ces mots que s'est conclue cette réunion.

Evènements, culture, idées.

Antennes relais, ondes Wifi, 3G+...

Faut-il avoir peur des champs électromagnétiques ?

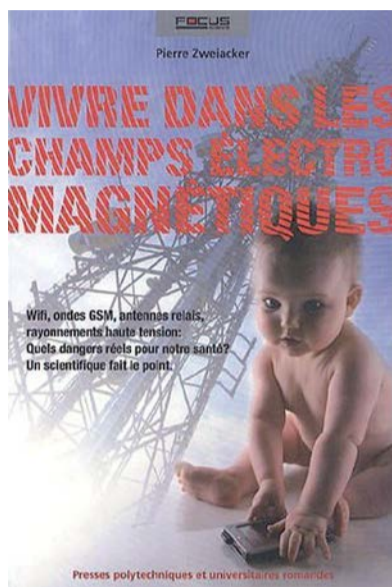
Le caractère insaisissable des champs électriques et magnétiques les prédisposent à susciter des sentiments partagés et opposés. Avec l'utilisation croissante des ondes dans toutes sortes d'applications techniques, entre ceux qui affirment que « votre téléphone vous tue » et ceux qui soutiennent que « le risque n'est pas prouvé scientifiquement », le débat tourne vite au dialogue de sourds.

Pour l'auteur helvétique, Pierre Zwiackler, de cette solide et dense mise au point, « les rayonnements induisent un risque qu'il convient de ne pas dissimuler, pas plus qu'il ne convient de l'exacerber ». La manière pertinente

« de réagir face à un risque ne consiste pas à avoir peur, mais à l'analyser, à en évaluer l'ampleur, à mettre en œuvre des mesures de prévention ». Ce scientifique rappelle qu'en science, « la preuve est définie comme la convergence de plusieurs études indépendantes. C'est dire que même si elle remplit toutes les conditions de la rigueur (...) une étude isolée ne peut à elle seule constituer la preuve scientifique de quoi que ce soit ».

Les premiers chapitres donnent toutes les informations clés sur des rayonnements qui sont omniprésents : orages, structures des fers à béton et du mobilier métallique, transports à courant continu, réseaux de chemins de fer et d'électricité haute tension, appareils

électroménagers, cuisine à induction, fours micro-ondes, portiques antivol des magasins - quelle qu'en soit la tech-



nologie - Internet (ADSL, Wi-Fi, WiMax), radio, télévision, et enfin téléphonie sans-fil et mobile.

Sur ce dernier cas, le plus polémique, « le problème des dangers que pourrait présenter l'usage d'un téléphone mobile se présente aujourd'hui comme un vaste chantier, dans lequel il est extrêmement difficile de séparer les aspects scientifiques des intérêts économiques et des proclamations idéologiques ». Mais les informations des premiers chapitres montrent que « la question ne se résume pas à trancher entre dangereux et pas dangereux, mais que le risque doit être quantifié séparativement pour ses différentes sources (le téléphone lui-même ou les antennes relais), ses différents modes d'utilisation (intensif, occasionnel ; à l'extérieur, en milieu

fermé, relativement à différents organes (cerveau, cœur, organes génitaux), et sur chaque organe, pour différentes pathologies ».

Pour l'instant, les études scientifiques - qu'elles soient biologiques, toxicologiques ou épidémiologiques - ne permettent pas de lever les doutes sur la nocivité des champs électromagnétiques, les effets les mieux établis étant essentiellement thermiques.

« En ce qui concerne les effets non-thermiques des rayonnements de la téléphonie mobile, la connaissance en est au stade exploratoire, surtout pour ce qui touche aux techniques les plus récemment mises sur le marché, comme l'UMTS. Malgré le nombre important d'études (plusieurs milliers) réalisées sur ce sujet, on peine à dégager des conclusions qui ne soient pas contredites par d'autres ».

Les risques potentiels qui peuvent en découler concernent des centaines de millions de personnes, alors

que « la science est loin de disposer du temps nécessaire pour évaluer ces risques, avant que de nouvelles techniques envahissent déjà le marché (Wi-Fi, Wimax, DAB, DVB-H, etc.) ». Dès lors, « face à un fatras de bonnes causes, d'intérêts financiers et de lacunes scientifiques, voire de calculs politiques, il importe moins de brandir telle ou telle étude qui dit ceci ou

qui dit le contraire, que de mettre un peu d'ordre dans le débat ».

Pour décider d'accepter ou de rejeter une technologie, il importe donc d'examiner les avantages et les risques que présente chaque option. « L'attitude un peu trop répandue qui consiste à exiger tous les avantages et à refuser tous les inconvénients [syndrome NIMBY], relève tout simplement de l'infantilisme ».

L'auteur estime que, « même sous sa forme apparemment la plus mûrement réfléchie, le principe de précaution consiste essentiellement à prendre des mesures fondées sur rien, pour faire face à un risque dont on ne sait pas grand-chose ». Il lui préfère un principe de vigilance, variante anglo-saxonne pragmatique [ALARP], évitant la référence explicite à la notion - hautement ambiguë - de certitude scientifique, et assumant, en outre, l'idée de s'attaquer à des risques hypothétiques, plutôt que de s'en prendre à des risques jugés graves et irréversibles, mais mal établis. Aussi, conclut-il, « dès l'instant où un tel danger apparaît plausible, au point d'engendrer éventuellement un problème de santé publique, il incombe aux Etats de prendre les mesures nécessaires afin de gérer le risque qui en découle et de protéger leurs populations ».

P.Zwiackler, Vivre dans les champs électromagnétiques, Ed. PPUR, Lausanne, 2009, 138 p., 25 €.

LIRE

Les vérités du matin

Ce livre, publié aux Éditions de l'Atelier avec le soutien de la Fondation Gabriel Péri, est un dialogue entre deux acteurs importants du Parti communiste français.

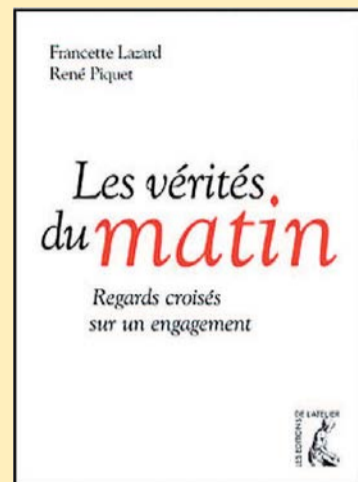
L'Histoire est le fait d'hommes et de femmes : Francette Lazard et René Piquet, que l'estime et les responsabilités communes au sein du PCF relient depuis quarante ans, reviennent ensemble sur des moments décisifs de leur vie. Dans un dialogue à la fois politique et intime, ils

se laissent surprendre au détour d'une photographie, d'un souvenir, d'une anecdote et se découvrent ou se redécouvrent différents, parfois même en désaccord. Leur conversation est ainsi traversée par quelques tempêtes.

Dirigeants dans une période où leur parti ne cesse de décliner, ils font le constat, citant le dirigeant communiste italien Enrico Berlinguer, que la force propulsive de la Révolution d'Octobre et celle de la social-démocratie ont désormais cessé d'agir. Mais, plus que jamais militants, **ils cherchent comment hériter de ce siècle de combats sociaux pour que le peuple soit un acteur de l'histoire**, sans chercher à reproduire des modèles usés.

En livrant leurs vérités du matin, fragiles et provisoires, belles à cause de leurs fragilités, Francette Lazard et René Piquet invitent à un exercice de lucidité. Ils offrent à chacun la possibilité de prendre la parole sur son histoire et sur son présent.

F.Lazard et R.Piquet, Les Vérités du matin, regards croisés sur un engagement, Ed. l'Atelier, 232 pages, 20€. Voir également le blog : <http://les-verites-du-matin.fr/>



VOIR...

Un réel inadmissible ?

L'école supérieure des beaux-arts de Nantes Métropole présente, jusqu'au 5 février 2012, l'exposition "Le réel est inadmissible, d'ailleurs il n'existe pas" au Hangar à Bananes, lieu dédié à l'art contemporain sur l'île de Nantes.



Il s'agit d'une très importante exposition, qui rassemble sur 1500 m² une centaine d'œuvres de cinq artistes européens de renommée internationale. Jusqu'au 5 février 2012. Hangar à Bananes, Hab Galerie - 21 quai des Antilles à Nantes. Heures d'ouverture : mercredi : 14h - 18h samedi : 13h - 20h dimanche : 13h - 19h.

MÉDIAS

Explosion numérique

La quantité des SMS ne cesse d'augmenter. Le nombre de ces brefs messages, estimé à environ 12 M. par minute en 2010, devrait atteindre 20 M./mn en 2013. La quantité des flux augmente très vite avec l'usage croissant des réseaux sociaux. À lui seul, Facebook compte 800 M. de membres et accueille 30 Mds de documents supplémentaires chaque mois. De plus, les "tweets", messages courts (140 signes) envoyés à l'aide d'un mobile ou d'un PC, sont estimés à 140 M./jour.

Les réseaux sociaux, qui s'adressent à une communauté "d'amis" ou de "suiveurs", arrosent bien plus de destinataires qu'un simple SMS.

À chaque nouvelle technologie, le nombre d'utilisateurs est décuplé et les données augmentent plus vite encore. Par exemple, un smartphone émet 10 fois plus de données qu'un simple téléphone portable. Les tablettes gagnent du terrain, elles échangent 10 fois plus d'informations qu'un smartphone. Ces développements s'ac-

compagnent d'une quantité de courriels astronomique: elle est



estimée à 294 Mds. par jour ! Les courriels, SMS, "tweets" et autres "posts" sur Facebook, expliquent l'explosion du nombre de données numériques qui circulent.

Cette croissance, prévoit le cabinet d'études IDC, devrait se poursuivre jusqu'en 2020 au rythme de 45% par an. Pour 2010, les quantités d'informations créées sont estimées à 1,2 "zettaoctet". Un "zettaoctet" c'est 1021, ou 10 suivi de 20 zéros ! Pour se représenter ces volumes attendus, ils correspondraient à une pile de CD entre la Terre et Mars, rangés en double épaisseur sur la moitié de la longueur !

Mais, la quantité estimée ne disant rien sur la qualité des contenus, est-il cependant si sûr que l'info et la culture trouvent véritablement leur compte dans cette explosion des flux numériques ?

près de vous

Commande aux chantiers !

Les dernières commandes de navires aux chantiers navals de St-Nazaire, deux bateaux de croisière à l'armateur Viking Ocean Cruises est une « véritable bouffée d'oxygène pour les salarié-e-s travaillant aux chantiers et bien au-delà pour toute la population nazairienne. Il manque maintenant un navire prototype, indispensable pour alimenter le travail des nombreux salarié-e-s du bureau d'études » déclare en réponse à cette annonce Aymeric Seassau, conseiller régional, référent du bassin d'emploi de St-Nazaire. Cette commande qui générera l'équivalent d'environ 2,5 millions d'heures de travail n'enlève rien cependant aux responsabilités de l'Etat. A. Seassau insiste ainsi « **L'Etat actionnaire doit prendre ses responsabilités** pour défendre et développer le dernier chantier naval civil de France en intervenant à nouveau dans le capital et en poussant STX à investir à Saint-Nazaire. » L'avenir des chantiers est à cette condition.

Salah Hamouri libéré, l'engagement des élus communistes a compté !

Salah Hamouri, jeune franco palestinien arbitrairement condamné à dernièrement fait partie de la seconde vague de libérations de prisonniers décrétée par Israël. Les élus communistes avec l'implication forte des jeunes communistes ont partout soutenu, accompagné et sensibiliser à la cause de Salah. **Comme dans de nombreuses collectivités de notre département où sous l'impulsion des élus communistes des avancées fortes furent conquises.** Profitons de cette bonne nouvelle pour clamer que oui, avec l'implication citoyenne, associative et celle d'élus combattifs il est possible de faire bouger les lignes et de participer à la libération de tous les prisonniers injustement enfermés !

Les arts vivants réclament le soutien des élus.

Le Syndicat national des arts vivants (Synavi) vient de lancer un appel aux élus locaux et parlementaires afin que ces derniers les soutiennent pour que les droits sociaux des artistes soient reconnus notamment dans le cadre des politiques publiques : éducation artistique, politique de la ville, contrats ruraux, action culturelle dans les prisons, les hôpitaux et autres institutions sociales. **Le Synavi souhaite obtenir par une pétition le soutien des élus.**

Prévention des risques spécialisés

Yann Vince, conseiller municipal de Rezé et conseiller communautaire intervenait dernièrement sur le sujet de la prévention spécialisée qui est une action d'éducation visant à permettre à des jeunes en voie de marginalisation de rompre avec l'isolement et de restaurer le lien social en « soulignant l'importance de la présence d'éducateurs de rue, véritables professionnels de la prévention spécialisée qui est un gage de reconstruction pour ces jeunes. Cela participe des politiques du « vivre ensemble » que nous privilégions dans nos quartiers » déclarait l' élu.

L'invité

Logement : L'Etat d'urgence !

Depuis des années, tous les indicateurs sont au rouge en matière d'habitat. Dans notre département, plus de 40 000 demandes de logements sociaux sont en souffrance. Jamais les loyers et les prix de l'immobilier n'ont été aussi chers. Et avec la crise, la cote d'alerte est dépassée. Chaque jour des hommes, des femmes et des enfants dorment à la rue à Nantes : 250 appels par jour au 115 à Nantes pour 80 places en centre d'hébergement (en 2009 : le 115 recevait moins de 100 appels par jour). Les impayés de loyers chez les bailleurs sociaux se multiplient : +23% en masse, en un an à Nantes Habitat.

Le budget de l'Etat consacré au logement en 2012 marque une nouvelle diminution de 2.5%. Pour contribuer à la réduction du « déficit » de l'Etat, le budget consacré au logement doit en effet baisser de 10% en 3 ans. Elle devrait donc se poursuivre en 2013, et peut-être s'aggraver, si d'autres choix politiques ne viennent contrecarrer ces objectifs. Les investissements d'Etat en matière de financement sont aujourd'hui de 4%, quand ils sont de 11% par les collectivités.

Désengagement aggravé, par le fait que le budget de l'Etat consacré au logement est aujourd'hui financé par un hold-up sur les locataires HLM en prélevant 2.5% sur les loyers versés— 5.5 millions d'euros pour Nantes Habitat en 2011. Pour 2012, 140 millions du budget vont provenir de ce prélèvement effectué sur les fonds propres des bailleurs, auquel il faudra ajouter le relèvement du taux de TVA. Eternel parent pauvre des politiques publiques de l'Etat UMP, le logement social est aujourd'hui un modèle en danger. Aujourd'hui, la part d'aide de l'Etat pour la construction de logements sociaux est de 600 euros, quand elle est de l'ordre de 6000 à 8000 euros pour l'accession à la propriété, souvent d'ailleurs à des fins spéculatives. Le gouvernement veut réserver les logements HLM aux plus pauvres. Ce n'est pas notre conception. Le logement social doit favoriser une très grande mixité. C'est son rôle historique qu'il faut préserver. Pour la droite, le logement est un produit comme un autre, assujéti aux logiques du marché. Le logement devient une marchandise. Les élu-es communistes n'ont de cesse de réclamer un pôle public de financement du logement social, un encadrement des loyers, la loi SRU plus contraignante pour les communes hors la loi... **A Nantes Métropole, par exemple, nous exigeons qu'une modulation de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) soit instaurée pour les communes qui n'ont pas les 20% de logements sociaux sur leur territoire.** Le logement est un droit. Il est aussi une clé de notre économie. Un logement construit équivaut à la création d'un emploi et demi. Avec la recherche et la conception, la construction, la modernisation, la rénovation de logements, de très grands chantiers s'offrent à nous, lesquels participent à la relance économique de notre pays.

Pour 2012, le Front de gauche met le logement au cœur même des propositions « L'humain d'abord » avec l'idée d'un changement radical des priorités.



Marie-Annick Benâtre
Conseillère municipale à la ville de Nantes

L'activité

Rezé Jeunesse

La commune de Rezé mène depuis deux décennies une politique ambitieuse en matière de jeunesse, de petite enfance et d'accueil péri et extrascolaire. Les élus communistes en la matière ont été particulièrement attentifs à l'évolution des structures municipales. Mireille Pernot, conseillère municipale exprima lors du dernier CM que « **A l'évidence, les efforts qui ont été faits ces dernières années ont permis une augmentation quantitative du nombre de places offertes aux familles** ». C'est ainsi que plusieurs investissements de la commune qui se concrétisent par exemple par l'ouverture de la crèche des « ritournelles », et l'ouverture en 2012 de la structure de Praud (centre de loisir) illustrent les efforts de Rezé pour sa jeunesse. Cependant dans ce domaine les mauvais coups de l'Etat envers les collectivités pleuvent, comme avec la limitation du taux de cofinancement de la CAF, impactant le budget de 60.000 euros chaque année sans compter sur la fin de la prise en compte de nombreuses prestations à l'enfance. C'est avec lucidité que le groupe communiste déclare que : « derrière, un objectif dit de maîtrise des dépenses affiché par la caisse nationale des allocations familiales, se cache une politique de l'Etat de désengagement ». C'est donc avec force et vigueur que les élus communistes se battent aux côtés des parents pour dénoncer les ravages de cette politique.



La Chapelle sur Erdre Perte d'autonomie

Le gouvernement a annoncé en septembre sa volonté de reporter, sine die les conclusions du travail de débat sur la dépendance au motif de la mise en place de son fameux plan de rigueur économique. C'est dans ce contexte que le conseil municipal de la chapelle sur Erdre a voté l'adoption d'un vœu réclamant la réouverture du débat sur la dépendance. **Alors qu'elles devraient être prioritaires, ce sont les personnes fragilisées qui sont une nouvelle fois abandonnées par la politique du gouvernement.** L'urgence d'une nouvelle perspective solidaire sur cette question est pourtant réelle comme ne cesse de le répéter professionnels, élus et citoyens. Viviane Guevel, élue communiste à cette occasion rappela à juste titre sa détermination « à défendre les solidarités qui nous ont été transmises depuis l'après guerre et le Conseil National de la Résistance ; en inventer de nouvelles » A l'heure où les banques n'en finissent plus de mettre les peuples à genoux, l'exigence d'une réponse de gauche à la question de la dépendance s'avère d'autant plus d'actualité. C'est le sens du vœu adopté lors de ce conseil.



Trignac Budget

Le contexte économique et social très difficile que vivent les français qui résulte des choix politiques de la droite et du gouvernement ne manque pas d'impacter les débats budgétaires dans les collectivités. Alors que les collectivités réalisent 76 % des investissements de notre pays, Sarkozy s'acharne à réduire leurs marges de man?uvres, suppression de la taxe professionnelle, gel des dotations de l'Etat envers celles-ci, hausse de la TVA ... Lors du dernier conseil municipal de Trignac, Karina Andre, adjointe au maire et première adjointe aux finances rappela l'importance des politiques communales en faveur des Trignacais malgré les crédits de l'Etat qui ne cessent de s'amenuiser. C'est ainsi qu'elle s'exprima à ce propos : « **Le budget de Trignac est sincère, sa structure budgétaire nous permet d'assurer le fonctionnement des services publics et de réaliser les travaux annoncés, à condition d'obtenir le versement des subventions annoncées,** ce à quoi nous nous employons. L'exécution budgétaire est aujourd'hui perturbée par la crise, utilisée par les spéculateurs de tout poil dont vos amis politiques en sont devenus les otages. L'irresponsabilité de vos amis politiques qui réforment la fiscalité et l'organisation territoriale, n'est plus contestable, pour tenter de remplir les caisses qu'ils ont vidées en préservant les privilégiés. Ce sont les mêmes qui ont contribué à ce que le taux de chômage atteint, en fin d'année, 10% de la population active, sans compter les radiations abusives ». Le désengagement de l'Etat pointé ici fera face au combat opiniâtre des élus communistes qui à l'inverse investissent dans l'avenir comme à Trignac avec de nombreux projets qu'ils soient d'urbanisme, sociaux ou culturelles.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Fédération

Mardi 10 janvier :
Réunion du conseil départemental à 18H30, à la fédération.

Meeting

Samedi 14 janvier :
Meeting du Front de gauche au Zénith. A 14H00, Ateliers citoyens et à 18H00 discours de Jean-Luc Mélenchon et Patrick Le Hyaric.

6^{ème} circonscription

Jeudi 19 janvier :
Assemblée citoyenne en présence des candidats aux législatives à Château-briant.

Assemblée nationale des animateurs

Samedi 28 janvier :
Réunion des animateurs de section et des candidat(e)s aux législatives à Aubervilliers.

Meeting du Front de gauche

Le succès du meeting nécessite la participation du plus grand nombre de militant(e)s à sa construction.

Pour l'organisation matérielle du meeting, il est indispensable que de nombreux(ses) camarades participent à la préparation de la salle, **rendez-vous est donné à 10H00 à tous les militant(e)s qui le peuvent.** Pedro Maia sera chargé de former cette équipe, pour y participer vous pouvez le contacter au 02 40 35 03 00 ou par email : pcf44@wanadoo.fr.

Enfin, une large **équipe d'accueil sécurité** est indispensable à la bonne tenue du meeting. **Les camarades qui le peuvent sont les bienvenus à participer à cette équipe dès 14H00.**

Toutes celles et ceux qui souhaitent être volontaires pour ces 2 moments peuvent contacter leurs responsables de sections pour s'inscrire et s'engager dans la réussite du meeting.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire: N° 0315 P 11519
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
André MAURICE
Robin SALECROIX



Vite lu...

Tombola de la section de Nantes



Les Gagnants :
n° 02178 : un appareil photo numérique
n° 02752 : un caméscope numérique
n° 04596 : un GPS
n° 02556 : une fri-teuse
n° 03122 : un gaufrier
n° 02321 : une

crêpière
n° 03162 : un téléphone fixe
n° 02711 : une trousse à outils
n° 02864 : une calculatrice
n° 03206 : un jeu de fléchette

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous vous faisons part du décès de Josette LE DELEZY, camarade de la section de Rezé sud Loire, militante infatigable, elle aura été vaincue par la maladie. Nous présentons à sa famille, à ses proches, nos plus sincères condoléances.



Le travail étudiant, ou comment le capital se crée une armée de réserve

Le capitalisme a continuellement besoin de nouvelles aires d'expansions sur les marchés, et sur les hommes - comme la mise en

concurrence du plus grand nombre permet le chômage et donc le maintien de salaires bas. C'est dans cette logique que les libéraux repoussent toujours plus loin les limites du travail (et celles du travail stable); de nombreux exemples actuels le montrent : l'allongement de la durée

«Le travail étudiant fragilise les étudiants»

de cotisation à la retraite, la fin des 35 heures, le statut d'auto-entrepreneur, les incitations au travail étudiant etc.

«L'autonomie », euphémisme pour parler de désengagement,

est la seule réponse gouvernementale en matière de précarité étudiante. On propose d'aider à travailler pour financer son permis, on encourage les liens avec l'entreprise (stages et petits boulots), on favorise l'endettement des étudiants à travers des prêts à taux néanmoins prohibitifs (prêts OSEO), etc.

Comme le clame l'UNEF, «un étudiant c'est fait pour étudier». Dans la majorité des formations, le **travail étudiant fragilise les étudiants** eux-mêmes, et les chiffres sont édifiants : une activité rémunérée coupée des études, régulière et exercée au moins à mi-temps accroît d'un tiers les risques



d'échec.

Or le travail étudiant est une nécessité vitale pour 40% des étudiants, et 80% y ont recours pour améliorer leurs conditions de vie, et atténuer la difficulté de leur sas de précarité, dont les limites ne cessent de reculer : le premier emploi stable est à 27 ans en moyenne.

Face à cette situation et en reconnaissant le rôle social des étudiants, certains libéraux commencent à reprendre l'idée de l'UNEF d'une allocation d'autonomie aux étudiants : Martine Aubry, Rama Yade...

Mais dans le contexte de récession, il est évident que ce miroir aux alouettes sera sacrifié sur l'autel de l'austérité.

Florian Bony